



Le 17 juillet 2018

N° réf. ind.: C3945852  
N° dossier: C0007202758

Madame Anmol Chahal  
91-A, Block-L  
Saket  
Delhi, Delhi 110017  
INDE

**Objet : Avis favorable à votre demande de Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) pour études**

Madame,

Nous avons le plaisir de vous informer que le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion a transmis au Bureau canadien des visas de NEW DELHI (Accord N° C0007202758) un avis favorable à votre demande de Certificat d'acceptation pour études pour la période du 2018-08-01 au 2021-11-30, pour le programme ou pour le niveau d'études Collégial.

Pour avoir l'autorisation d'étudier au Canada, vous devez, en plus de ce certificat, obtenir un permis d'études auprès du gouvernement fédéral.

Si vous recevez cette lettre par voie électronique, votre certificat vous parviendra par courrier postal. **Vous pouvez cependant présenter dès maintenant votre demande de permis d'études au Bureau canadien des visas en y joignant la présente lettre.**

**Attention :** Notez qu'à partir du 1<sup>er</sup> juin 2017, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ne délivrera plus de permis d'études aux étudiants étrangers admis ou inscrits dans un établissement d'enseignement non désigné. Consultez la liste des établissements d'enseignement désignés : [www.cic.gc.ca/francais/etudier/etudier-etablissements-liste.asp](http://www.cic.gc.ca/francais/etudier/etudier-etablissements-liste.asp). Si votre établissement ne figure pas dans cette liste, votre demande de permis d'études sera probablement refusée et il vous sera impossible d'étudier dans cet établissement à titre d'étudiant étranger.

Le Bureau canadien des visas peut exiger des documents nécessaires à l'analyse de votre demande de permis d'études, notamment ceux qui concernent l'évaluation de votre capacité financière. Les formulaires à remplir ainsi que les modalités de présentation de la demande et de paiement des frais se trouvent sur le site du Bureau au [www.cic.gc.ca/francais/information/bureaux/demande-ou.asp](http://www.cic.gc.ca/francais/information/bureaux/demande-ou.asp).

Nous vous recommandons de conserver l'exemplaire de votre certificat qui porte la mention *REQUÉRANT*, car il pourrait vous être demandé par votre établissement d'enseignement au Québec.

Votre certificat demeure valide pour l'obtention de votre permis d'études dans le cas où votre admission serait reportée de la session d'automne à la session de l'hiver qui suit. Cependant, si vous reportez votre admission de la session d'hiver à une session ultérieure ou bien à l'année suivante, vous devrez obtenir un nouveau certificat, quelle que soit la date d'expiration de votre certificat actuel.

Lorsque vous aurez obtenu votre permis d'études, votre certificat demeurera valide même si vous changez d'établissement d'enseignement ou de programme d'études, pourvu qu'il s'agisse d'un programme de même durée, de même niveau ou de même cycle dans un établissement d'enseignement désigné. Pour tout autre changement, vous devrez obtenir un nouveau certificat.

Enfin, si vous souhaitez prolonger votre séjour d'études au Québec, il vous faudra redemander un Certificat d'acceptation du Québec pour études et un permis d'études **au moins trois mois** avant la date d'expiration de ces documents.

Vous pouvez vous informer sur les possibilités de travail pour les étudiants étrangers et leur conjoint à [www.cic.gc.ca/francais/etudier/travailler.asp](http://www.cic.gc.ca/francais/etudier/travailler.asp).

Pour plus de renseignements, consultez notre site à la page *Étudiants étrangers* : [www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/etudiants/index.html](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/etudiants/index.html). Au besoin, vous pouvez communiquer avec notre Centre de contacts clientèle au 514 864-9191 (pour la région de Montréal) ou au 1 877 864-9191 (sans frais, de partout-ailleurs au Québec).

Avez-vous pensé à vous installer de façon permanente au Québec à la fin de vos études? Découvrez les possibilités qui s'offrent à vous en visitant le [www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/peq-etudiants](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/peq-etudiants).

Nous vous souhaitons du succès dans vos études et vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Jonathan Guénette  
Directeur

p.j. CAQ



**Subject: Favourable response to your application for a Québec Acceptance Certificate (CAQ) for studies**

Madam,

We are pleased to inform you that the ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion has sent to the NEW DELHI (Accord no. C0007202758) Canadian visa office a favourable response to your application for a Québec Acceptance Certificate for studies for the period 2018-08-01 to 2021-11-30, for the Collégial program or level of studies.

In order to be authorized to study in Canada, you must, in addition to this certificate, obtain a study permit from the federal government.

If you receive this letter electronically, your certificate will be sent to you by mail.  
**However, you can immediately submit your application for a study permit to the Canadian visa office by enclosing the present letter.**

**Important:** Note that starting on June 1, 2017, Immigration, Refugees and Citizenship Canada will no longer issue a study permit to foreign students admitted to or enrolled in a non-designated learning institution. Consult the list of designated learning institutions: <http://www.cic.gc.ca/english/study/study-institutions-list.asp>. If your institution is not on this list, your application for a study permit will probably be refused and it will not be possible for you to study at this institution as a foreign student.

The Canadian visa office can require you to provide documents necessary for the review of your application for a study permit, particularly those regarding assessment of your financial ability. The forms to be completed as well as the methods for submitting the application and payment of fees can be found on the visa office site at <http://www.cic.gc.ca/english/information/offices/apply-where.asp>.

We recommend that you keep a copy of your certificate that indicates **REQUÉRANT** since it may be requested by your learning institution in Québec.

Your certificate is still valid for obtaining a study permit in the event that your admission is postponed from the fall session to the following winter session. However, if you postpone your admission from the winter session to a later session or to the following year, you will be required to obtain a new certificate, regardless of the expiry date on your current certificate.

Once you have obtained your study permit, your certificate will remain valid even if you change learning institutions or study programs, as long as you are enrolled in a program of the same duration, the same level or the same academic cycle in a designated learning institution. For any other change, you must obtain a new certificate.

Lastly, if you wish to extend your study stay in Québec, you must reapply for a Québec Acceptance Certificate (CAQ) for studies and a study permit **at least three months** prior to the expiry date on these documents.

**Translation**

For information on work possibilities for foreign students and their spouse, go to <http://www.cic.gc.ca/english/study/work.asp>.

For more information, consult the Foreign students page on our site: <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/en/immigrate-settle/students/index.html>. If necessary, you can contact our Centre de contacts clientèle (information service) at 514-864-9191 (for the Montréal area) or 1-877-864-9191 (toll free elsewhere in Québec).

Have you thought about settling permanently in Québec once you have completed your studies? Discover the opportunities open to you by visiting <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/en/immigrate-settle/students/stay-quebec/application-csq/index.html>.

We wish you every success in your studies.

Best regards,

Att.: CAQ



Le présent certificat atteste que le requérant identifié ci-dessous répond aux exigences du Québec relatives aux résidents temporaires dans la catégorie indiquée. En conséquence, les autorités canadiennes sont priées, dans le cadre des normes statutaires applicables, d'accorder au requérant et aux membres de sa famille compris dans sa demande les autorisations appropriées.

Nom à la naissance

Chahal

Prénom

Anmol

Autre nom

Type

Date de naissance

1998-11-29

Sexe

F

Catégorie

E Etudiant

Valide du

2018-08-01

Au

2021-11-30

Unité administrative

Direction de l'immigration temporaire – Étudiants

Date d'émission

2018-07-17

Programme ou niveau d'études

Collégial

Nom de l'employeur

s/o

Lieu de traitement

s/o

Accord conditionnel, BVC de NEW DELHI.

Le titulaire de ce certificat doit respecter les conditions relatives à sa délivrance édictées par le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers découlant de la Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., c.1-0.2).

Nom du fonctionnaire

Vanessa Galvez Bonilla

Code

C12947

Signature autorisée

Avis important :

Le présent certificat n'est pas un document d'admission et ne saurait en aucun cas dispenser son titulaire des autorisations requises par le Gouvernement du Canada. **Conservez-le cependant avec soin : il pourra vous être demandé au Québec.**



Date: December 10, 2018

UCI: 11-0838-6277

Application no.: S303009574



ANMOL CHAHAL  
91-A, BLOCK-L, SAKET  
DELHI DELHI 110017  
India

Dear ANMOL CHAHAL,

Thank you for your interest in studying in Canada. After a careful review of your study permit application and supporting documentation, I have determined that your application does not meet the requirements of the *Immigration and Refugee Protection Act and Regulations*. I am refusing your application.

In making a decision on an application, a number of factors are considered. These may include but are not limited to:

- whether the person has been accepted to study at a Canadian educational institution;
- the information in the travel and identity documents;
- the person's ability to pay for the trip, to pay tuition fees and to support himself or herself while in Canada;
- whether the person is likely to respect the conditions of his or her admission to Canada;
- whether the person is inadmissible to Canada; and
- whether the person would be likely to leave Canada at the end of his/her authorized stay.

To help you understand my decision, the reason(s) are provided on the following pages.

You are welcome to reapply if you feel that you can respond to these concerns and can demonstrate that your situation meets the requirements. All new applications must be accompanied by a new processing fee.

Sincerely,  
CPC-Ottawa, NHQ - Centralized Processing Region  
365 Laurier Avenue West  
Ottawa ON  
K1A 1L1, Canada  
Application Enquiry: [CPC-CTD-Ottawa@cic.gc.ca](mailto:CPC-CTD-Ottawa@cic.gc.ca)

[www.cic.gc.ca](http://www.cic.gc.ca)





Subsection 11(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act (IRPA)* provides that any person wishing to become a temporary resident of Canada must satisfy an officer that he or she is not inadmissible to Canada and that she or he meets the requirements of the Act.

Following an examination of your application, I am not satisfied that your application meets the requirements of the Act and the Regulations for the reasons explained below. Please note that only the grounds that are checked off apply to the the refusal of your application.

- ☐ Pursuant to Section 219 of the *Immigration and Refugee Protection Regulation*, I am not satisfied that you:
- ☐ have submitted written documentation from the educational institution at which you intend to study that states that you have been accepted to study there
  - ☐ have sufficient and available financial resources, without working in Canada, to pay the tuition fees for the course or program of studies that you intend to pursue
  - ☐ have sufficient and available financial resources, without working in Canada, to maintain yourself and any family members who are accompanying you during your proposed period of study
  - ☐ have sufficient and available financial resources, without working in Canada, to pay the costs of transporting yourself and any family members who are accompanying you to and from Canada.
- ☐ You have not submitted a *Certificat d'acceptation du Québec (CAQ)*.
- ☒ You have not satisfied me that you would leave Canada at the end of your stay. In reaching this decision, I considered several factors, including:
- ☐ travel history
  - ☐ immigration status in country of residence
  - ☐ family ties in Canada and in country of residence
  - ☐ length of proposed stay in Canada
  - ☒ purpose of visit
  - ☐ employment prospects in country of residence
  - ☐ current employment situation
  - ☐ personal assets and financial status.
  - ☐ your history of having contravened the conditions of admission on a previous stay in Canada
- ☐ You have submitted documentation which lacks authenticity as part of your application. This has diminished the overall credibility of your submission. I was therefore not satisfied that you are not inadmissible to Canada and that you meet the requirements of the Act and Regulations. Specifically, I was not satisfied that the following documentation is authentic:
- ☐ You have not complied with our request for information, as per section 16(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*. To date, you have failed to comply with our request for:
- ☐ Completion of a medical examination
  - ☐ An interview
  - ☐ The following documents:

☐ From the documents which you have submitted in support of your application, I am not satisfied that you have answered all questions truthfully, as required by subsection 16(1) of the Act. Specifically, I am not satisfied that the following information is truthful:

☐ Other reasons:



On grounds of criminality for:

- ☐ Section 36(2)(a): Having been convicted in Canada of an offence under an Act of Parliament punishable by way of indictment, or of two offences under any Act of Parliament not arising out of a single occurrence;
- ☐ Section 36(2)(b): Having been convicted outside Canada of an offence that, if committed in Canada, would constitute an indictable offence under an Act of Parliament, or of two offences not arising out of a single occurrence that, if committed in Canada, would constitute offences under an Act of Parliament;
- ☐ Section 36(2)(c): Committing an act outside Canada that is an offence in the place where it was committed and that, if committed in Canada, would constitute an indictable offence under an Act of Parliament;
- ☐ Section 36(2)(d): Committing, on entering Canada, an offence under an Act of Parliament prescribed by regulations.

On grounds of organized criminality for:

- ☐ Section 37(1)(a): Being a member of an organization that is believed on reasonable grounds to be or to have been engaged in activity that is part of a pattern of criminal activity planned and organized by a number of persons acting in concert in furtherance of the commission of an offence punishable under an *Act of Parliament* by way of indictment, or in furtherance of the commission of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute such an offence, or engaging in activity that is part of such a pattern;
- ☐ Section 37(1)(b): Engaging, in the context of transnational crime, in activities such as people smuggling, trafficking in persons or money laundering.

On health grounds as your health condition:

- ☐ Section 38(1): Is likely to be a danger to public health or to public safety, or might reasonably be expected to cause excessive demand on health or social services.

For financial reasons:

- ☐ Section 39: You are or will be unable or unwilling to support yourself or any other person who is dependent on you, and have not satisfied an officer that adequate arrangements for care and support, other than those that involve social assistance, have been made.

On misrepresentation:

- ☐ Section 40(1)(a): For directly or indirectly misrepresenting or withholding material facts relating to a relevant matter that induces or could induce an error in the administration of this Act;
- ☐ Section 40(1)(a) and Section 40(2)(a): You are still inadmissible to Canada as a period of two years has not passed since your prior refusal.

- ☐ You are a member of an inadmissible class of persons described in the *Immigration and Refugee Protection Act*. As a result, you are inadmissible to Canada pursuant to the following Section(s):

On security grounds for:

- ☐ Section 34(1)(a): Engaging in an act of espionage or subversion against a democratic government, institution or process as they are understood in Canada;
- ☐ Section 34(1)(b): Engaging in or instigating the subversion by force of any government;
- ☐ Section 34(1)(b.1): Engaging in an act of espionage that is against Canada or that is contrary to Canada's interests;
- ☐ Section 34(1)(c): Engaging in terrorism;
- ☐ Section 34(1)(d): Being a danger to the security of Canada;
- ☐ Section 34(1)(e): Engaging in acts of violence that would or might endanger the lives or safety of persons in Canada;
- ☐ Section 34(1)(f): Being a member of an organization that there are reasonable grounds to believe engages or will engage in acts referred to in paragraph (a), (b) or (c).

On grounds of violating human or international rights for:

- ☐ Section 35(1)(a): Committing an act outside Canada that constitutes an offence referred to in sections 4 to 7 of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*;
- ☐ Section 35(1)(b): Being a prescribed senior official in the service of a government that, in the opinion of the Minister, engages or has engaged in terrorism, systematic or gross human rights violations, or genocide, a war crime or a crime against humanity within the meaning of subsections 6(3) to (5) of the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*;
- ☐ Section 35(1)(c): Being a person, other than a permanent resident, whose entry into or stay in Canada is restricted pursuant to a decision, resolution or measure of an international organization of states or association of states, of which Canada is a member, that imposes sanctions on country against which Canada has imposed or has agreed to impose sanctions in concert with that organization or association.

On grounds of serious criminality for:

- ☐ Section 36(1)(a): Having been convicted in Canada of an offence under an *Act of Parliament* punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years, or of an offence under an *Act of Parliament* for which a term of imprisonment of more than six months has been imposed;
- ☐ Section 36(1)(b): Having been convicted of an offence outside Canada that, if committed in Canada, would constitute an offence under an *Act of Parliament* punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years;
- ☐ Section 36(1)(c): Committing an act outside Canada that is an offence in the place where it was committed and that, if committed in Canada, would constitute an offence under an *Act of Parliament* punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years.